



jy.failler@gmail.com

## Contribution de Jean-Yves FAILLER

### Tisser une relation nouvelle avec le citoyen

Nous vivons dans une période de "sale temps" notait récemment le sociologue Michel Wieviorka. Une période qui voit nos compatriotes se désintéresser de la vie publique qui leur semble s'organiser loin d'eux, à côté de leurs attentes, sans propositions ouvrant sur des perspectives ou des horizons constructifs.

Il précise "*le corollaire de cette lassitude, c'est la méfiance*". On croit moins aux paroles et aux chiffres officiels. Nous sommes dans une phase de lassitude qui génère des pulsions violentes, des appels à l'autorité. Les crises financières, économiques, politiques, morales font que notre système manque d'oxygène, les citoyens sont las de voir que tout semble se jouer du haut vers le bas et que "les résultats ne suivent pas".

Construire demain et après-demain, susciter la curiosité et l'envie de bâtir le XXI<sup>e</sup> siècle va demander beaucoup d'efforts. Dans la métropole nantaise, sur cet estuaire de la Loire comme ailleurs, l'avenir dépend beaucoup de ce qui sera proposé pour ouvrir des débats, façonner des repères, construire du sens, fabriquer du bien commun.

Une période agonise et le nouveau cycle qui s'ouvre affole les boussoles. Tout est bousculé et en particulier la relation entre le collectif et l'individuel. L'individualisme augmente, mais, dans le même temps, le besoin de rassemblement et de partage se renforce. Face à ce contexte, un des défis à relever pour les élus et la collectivité est bien d'imaginer des solutions à proposer aux habitants pour aboutir à un nouveau pacte social commun qui tienne compte de ce constat.

Élu(e)s, responsables publics et privés, acteurs économiques, socio-culturels... tous ont un rôle à jouer car une évidence s'impose : l'époque, où un seul acteur avait la solution à un problème et la capacité de la mettre en œuvre, est révolue.

Les habitants, dès lors qu'ils s'estiment concernés ou interpellés, seuls ou collectivement, veulent agir et s'en donnent les moyens. D'où le nouveau rôle qui émerge pour les collectivités et les élu(e)s : favoriser l'émergence du nouveau pacte social et sa co-construction, le faire respecter, garantir son application.

Ce rôle très privilégié à tenir et cette relation nouvelle à tisser avec les citoyens seront au cœur des débats publics et politiques à venir. Gouverner dans le cadre d'une "gouvernance" différente va devenir un enjeu et un sujet primordial, aussi essentiel et attendu que les propositions liées à l'aménagement, aux sports, à la culture...

Les élu(e)s des collectivités sont les seuls acteurs légitimes pour conduire les politiques publiques sur lesquelles ils se sont engagés. Mais ils vont devoir faire respecter leurs prérogatives et leur projet de mandature en s'inscrivant dans un contexte où la discussion et la négociation pour les exercer et le mettre en œuvre s'imposeront avec force. Faute de quoi, ni les prérogatives ni le projet ne seront compris et acceptés par des citoyens dont le destin est de plus en plus souvent lié au territoire.

Pour réussir le mandat confié par les électeurs, pour le remplir avec leur confiance, les élus et les collectivités doivent revisiter leur vocabulaire, leur méthode et leur organisation. Ils vont devoir bannir l'opportunisme, l'insincérité, l'incohérence dans les projets et les propositions, l'inconstance des convictions que les citoyens sont de plus en plus enclins à traquer dans leurs paroles et dans leurs actes. Ils doivent bannir les tics de langage et les expressions toutes faites, usées à force d'avoir été trop utilisées et qui accèdent le sentiment que les schémas et les pensées sont interchangeableables.

Ils doivent sortir des partis, institutions, organismes traditionnels de réflexions et d'action auxquels ils sont encore très attachés, tandis que les citoyens bousculés par les évolutions les considèrent plutôt comme des castes formatées, centrées sur elles-mêmes, regroupant des personnes considérées comme défendant d'abord leurs intérêts propres. Ils doivent imaginer des cadres de rencontres, de discussions et de confrontations plus souples dans leur fonctionnement, plus accessibles en termes de jours, de lieux, d'horaires.

Devant l'impossibilité grandissante d'adéquation entre les frontières et les usages, les collectivités vont devoir s'adapter à la notion de territoire pertinent à construire, à valoriser, à aménager, territoire qui ne sera plus obligatoirement un périmètre à l'intérieur de frontières étanches mais surtout un espace connecté à la vie quotidienne et aux pratiques des habitants.

Cette confrontation entre les espaces, les périmètres vécus et les découpages institutionnels, la question de l'imbrication des échelles territoriales vont impacter l'organisation des collectivités. À ce titre, elles doivent être inscrites à l'agenda de la réflexion sur leur évolution.

Pour aller vers davantage de co-production, de coopération et de "faire avec les habitants", les collectivités vont être conduites à investir des méthodes et des outils réinventés d'action publique. Les usages et les pratiques sont déterminés par des impératifs qui effacent les frontières mais pour autant ne doivent pas laisser croire que le besoin d'ancrage des personnes à un lieu n'existe plus. Les élus et leurs opérateurs vont donc devoir ériger la territorialisation des politiques publiques, de la conception à l'action en mode de gouvernement.

Cette mutation globale et profonde est d'ores et déjà en marche. Sa prise en compte par les acteurs du territoire sera porteuse de lien et d'innovation sociale si elle est centrée sur la refonte des organisations, des méthodes, des outils, des comportements au service d'objectifs concrets.